L’UNICEF avertit que les graves violations des droits des enfants lors de conflits sont en hausse dans le monde

New York, le 1er décembre 2021 – L'UNICEF, le Gonds des Nationa Unies pour l'Enfance, a acerte que cette année a été marquée par une recrudescence des graves violations contre les enfants dans des conflits de longue durée ou récents, avertit aujourd'hui l'UNICEF.

De l'Afghanistan au Yémen et de la Syrie au nord de l'Éthiopie, des milliers d'enfants ont payé un prix exorbitant alors que des conflits armés, des violences intercommunautaires et l'insécurité perduraient. La semaine dernière encore, selon certaines sources, quatre enfants figuraient parmi les 35 personnes au moins – dont deux membres du personnel de Save the Children – qui ont été tuées dans l'État de Kayah, dans l'est du Myanmar. Il ne s'agit que du dernier exemple notable du tribut bien trop lourd que les conflits imposent aux enfants et des menaces continues qui pèsent sur les travailleurs humanitaires.

« Les années se suivent et les parties belligérantes continuent d'afficher le plus profond mépris pour les droits et le bien-être des enfants », affirme la Directrice générale de l'UNICEF, Henrietta Fore. « Des enfants souffrent et des enfants meurent à cause d'une telle insensibilité. Nous ne devons renoncer à aucun effort pour mettre ces enfants à l'abri du danger. »

Même si les données ne sont pas encore disponibles pour l'année 2021, en 2020, l'ONU a vérifié 26 425 violations graves contre les enfants. Au cours des trois premiers mois de 2021, le nombre total de violations graves vérifiées a légèrement reculé. Néanmoins, les cas vérifiés d'enlèvements et de violences sexuelles ont continué de grimper à un rythme préoccupant – de plus de 50 % et 10 %, respectivement – par rapport au premier trimestre de l'année précédente.

La Somalie a enregistré le plus grand nombre d'enlèvements vérifiés, suivie de la République démocratique du Congo (RDC) et des pays du bassin du lac Tchad (Cameroun, Niger, Nigéria, Tchad). Les cas vérifiés de violences sexuelles ont été les plus nombreux en RDC, en Somalie et en République centrafricaine.

Cette année a été celle du 25e anniversaire de la publication du rapport phare de Graça Machel, « Impact des conflits armés sur les enfants », qui réclamait à la communauté internationale de prendre des mesures concrètes pour protéger les enfants contre le fléau de la guerre et appelait les Nations Unies et la communauté mondiale à agir pour protéger les enfants.

L'ONU a vérifié 266 000 cas de violations graves à l'encontre d'enfants dans plus de 30 situations de conflit en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique latine au cours des 16 dernières années. Il ne s'agit que des cas vérifiés au travers d'un mécanisme de surveillance et de communication dirigé par l'ONU qui a été mis en place en 2005 pour systématiquement documenter les violations les plus scandaleuses commises à l'encontre d'enfants dans des zones de conflit. Les véritables chiffres sont probablement nettement plus élevés.

L'Afghanistan compte par exemple le nombre le plus élevé d'enfants victimes vérifiés depuis 2005, avec plus de 28 500, ce qui représente 27 % de l'ensemble des enfants victimes dans le monde. Par ailleurs, c'est dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord que le nombre d'attaques vérifiées d'écoles et d'hôpitaux est le plus haut depuis 2005. Au cours des six premiers mois de cette année, 22 attaques de ce type ont ainsi été vérifiées.

En octobre, l'UNICEF indiquait que 10 000 enfants avaient été tués ou mutilés au Yémen depuis l'escalade du conflit en mars 2015, soit l'équivalent de quatre enfants chaque jour.

Loin des unes des journaux, l'ONU a vérifié des violations dans des pays comme le Burkina Faso, le Cameroun, la Colombie, la Libye, le Mozambique et les Philippines.

Malgré des décennies de plaidoyers auprès des parties belligérantes et de ceux qui les influencent et en dépit de mécanismes de surveillance, de communication et de riposte améliorés pour les violations graves des droits, les enfants sont encore les premiers touchés par la guerre. Chaque jour, des filles et

des garçons qui vivent dans des zones affectées par des conflits subissent des horreurs indescriptibles qu'aucun être humain ne devrait jamais connaître.

L'utilisation d'armes explosives, en particulier dans des zones peuplées, constitue une menace tenace et croissante contre les enfants et leur famille. En 2020, les armes explosives et les restes explosifs de guerre ont été à l'origine de près de 50 % du total des enfants victimes et ont provoqué la mort ou la mutilation de plus de 3 900 enfants. Les armes explosives peuvent avoir des effets mortels et durables sur les enfants, y compris en interrompant des services essentiels à leur survie.

Dans de nombreux cas, les enfants sont victimes de multiples violations graves de leurs droits. En 2020, par exemple, 37 % des enlèvements vérifiés par l'ONU ont entraîné le recrutement et l'utilisation d'enfants dans des guerres. En Somalie, en République démocratique du Congo et en République centrafricaine, cela représentait ainsi plus de 50 % des cas.

L'UNICEF appelle toutes les parties belligérantes, y compris les 61 parties figurant dans les annexes du Rapport annuel 2021 du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés, à s'engager à adopter des plans d'action formels et à prendre des mesures concrètes pour protéger les enfants. Ces mesures doivent notamment consister à empêcher, pour commencer, que ces violations graves surviennent, à libérer les enfants des forces et des groupes armés, à protéger les enfants contre les violences sexuelles et à stopper les attaques contre des hôpitaux et des écoles.

Depuis 2005, seulement 37 plans de ce type ont été signés par des parties belligérantes, un nombre terriblement faible compte tenu des enjeux pour les enfants.

« Au bout du compte, la sécurité des enfants qui vivent dans des zones de guerre peut uniquement être assurée lorsque les parties belligérantes prennent des mesures concrètes pour les protéger et pour arrêter de commettre des violations graves », affirme Henrietta Fore. « Alors que l'année 2021 touche à sa fin, j'appelle toutes les parties belligérantes à mettre fin aux attaques contre les enfants, à défendre leurs droits et à faire tout leur possible pour trouver des résolutions politiques pacifiques aux guerres. »

Source Unicef.org

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/281509-lunicef-avertit-que-les-graves-violations-des-droits-des-enfants-lors-de-conflits-sont-en-hausse-dans-le-monde

Radio Habana Cuba